

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 20/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



CONSTELLIUM NEUF BRISACH

USINE DE BIESHEIM
ZIP RHENANE NORD RD 52
68600 Biesheim

Références : 0006700469_Constellium_NeufBrisach_VIPicpollution
Code AIOT : 0006700469

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2023 dans l'établissement CONSTELLIUM NEUF BRISACH implanté ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'effectue dans le cadre de l'épisode du pic de pollution en poussière (du 10 au 14 février 2023) qui a touché le département du Haut-Rhin. Le pic de pollution a atteint le niveau 3, pour la première fois dans le Haut-Rhin, le 14 février 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSTELLIUM NEUF BRISACH
- ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim
- Code AIOT : 0006700469
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans le recyclage et la transformation de l'aluminium.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Pic de pollution en poussière

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-3 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Informé l'inspection	AP Complémentaire du 10/08/2017, article 1.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Application des mesures d'urgence	AP Complémentaire du 10/08/2017, article 1.2	/	Sans objet
3	Mise en oeuvre des mesures d'urgence niveau 1	AP Complémentaire du 10/08/2017, Article 1.1	/	Sans objet
4	Mise en oeuvre des mesures d'urgence niveau 2	AP Complémentaire du 10/08/2017, Article 1.1	/	Sans objet
5	Mise en oeuvre des mesures d'urgence niveau 3	AP Complémentaire du 10/08/2017, Article 1.1	/	Sans objet
6	Valeur limite d'émission en poussière	Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, Article 3.2.4	/	Sans objet

2-3)Fiches de constats

N° 1 : Informer l'inspection

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/08/2017, article 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Pic de pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la mise en place de ces mesures dans les 12 heures ouvrées suivant le déclenchement du seuil d'alerte puis dans les deux jours ouvrés suivant la fin officielle du seuil d'alerte transmet un bilan qualitatif des actions comprenant une estimation des émissions évitées si elles sont quantifiables.
Constats : L'exploitant a informé l'inspection des installations classées, par mail, le vendredi 10 février 2023 après-midi, que l'alerte de pic de pollution poussière a bien été réceptionnée. Dans ce mail l'exploitant informe de la mise en place des actions prévues par l'arrêté de prescriptions complémentaires relatif aux pics de pollution. Dans les 2 jours ouvrés, le 15 février 2022 à 16h21, l'exploitant a envoyé à l'inspection le bilan des actions menées lors du pic de pollution. Les émissions évitées ne sont pas quantifiables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Application des mesures d'urgence

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/08/2017, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Pic de pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dès réception de l'information du déclenchement de la procédure d'information-recommandation, l'exploitant anticipe la mise en œuvre éventuelle des mesures prévues à l'article 1.1 du présent arrêté, et a minima s'assure du bon fonctionnement des dispositifs de dépoussiérage. Dès réception de l'information du déclenchement de la procédure d'alerte, l'exploitant met en œuvre les mesures du présent arrêté. Elles sont effectives de manière immédiate et jusqu'à l'information officielle de fin d'alerte diffusée par le réseau de surveillance de la qualité de l'air.
Constats : L'ensemble des responsables du site ont reçu, sur une boîte mail commune, l'alerte du vendredi 10 février 2023. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection les échanges de mail montrant la mise en oeuvre des mesures prévus à l'article 1.1. (cf constats suivants). Dès qu'ATMO Grand-Est actualise la situation, par exemple passage à un niveau d'alerte supérieur, l'exploitant informe les unités concernées de la mise en oeuvre d'actions spécifiques selon la consigne en cas de pic de pollution référence CNG_ESS_124.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mise en oeuvre des mesures d'urgence niveau 1

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/08/2017, Article 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pic de pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de déclenchement du seuil d'alerte l'exploitant met en œuvre les actions suivantes, dites mesures d'urgence, de réduction temporaire de ses émissions dans l'air ambiant, ces mesures sont maintenues jusqu'à la fin l'épisode de pollution: <u>Dès le niveau 1 :</u> <ul style="list-style-type: none">- Sensibiliser son personnel pendant l'épisode d'alerte: à l'impact de l'activité industrielle du site, au covoiturage et à l'utilisation de transports en commun;- Reporter les tests des groupes électrogènes à la fin de l'épisode d'alerte;- Reporter les essais de réglage des brûleurs des chaudières;- Limiter dans la mesure du possible l'utilisation des transports par camion pendant l'épisode d'alerte.
Constats : L'exploitant présente à l'inspection le document de consignes référence CNG_ESS_124, révisé le 25 mars 2021, pour mettre en œuvre les mesures d'urgence. <ul style="list-style-type: none">- L'exploitant sensibilise son personnel par l'envoi d'un flash info à l'ensemble de son personnel par mail;- L'exploitant ne réalise pas les tests prévus sur les groupes électrogènes et les essais de réglages des brûleurs des chaudières pendant la période du pic de pollution;- L'exploitant cherche à limiter l'utilisation du transport par camion, mesure difficile à gérer sachant que les camions sont affrétés par les clients et qu'il y a un risque d'impact sur l'activité économique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mise en oeuvre des mesures d'urgence niveau 2

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/08/2017, Article 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pic de pollution niveau 2
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de déclenchement du seuil d'alerte l'exploitant met en œuvre les actions suivantes, dites mesures d'urgence, de réduction temporaire de ses émissions dans l'air ambiant, ces mesures sont maintenues jusqu'à la fin l'épisode de pollution: <u>Dès le niveau 2 :</u> - Vérifier de manière renforcée le fonctionnement de la combustion des fours de fusion FD1, FD2, FD3, FD5 et FD7.
Constats : Le document référencé NT/EC/TG/1710260 définit les mesures à réaliser sur les fours de combustion en cas de pic de pollution. Ces mesures sont réalisées dès réception du mail d'alerte de niveau 2. En condition de fonctionnement normal, ces mesures sont effectuées tous les quinze jours. Afin de vérifier le fonctionnement de la combustion, l'exploitant mesure le CO, Monoxyde de carbone. Il n'existe pas, selon l'exploitant, de corrélation entre le CO et les rejets en poussière. L'exploitant assure qu'une bonne combustion permet de limiter les rejets en poussière. Une valeur en CO inférieure à 200ppm indique que la combustion est bonne. Si la valeur est supérieure, l'exploitant met en oeuvre des mesures correctives. Les mesures en CO sur les fours de fusion ont été réalisées le 13 février 2023 après-midi. Les résultats indiquent, pour l'exploitant, une combustion optimale : FD1: CO=1ppm FD2: CO=4ppm FD3: CO=50ppm FD5: CO=30ppm FD7: CO=0ppm
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mise en oeuvre des mesures d'urgence niveau 3

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/08/2017, Article 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pic de pollution de niveau 3
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de déclenchement du seuil d'alerte l'exploitant met en œuvre les actions suivantes, dites mesures d'urgence, de réduction temporaire de ses émissions dans l'air ambiant, ces mesures sont maintenues jusqu'à la fin l'épisode de pollution: <u>Dès le niveau 3 :</u> - Vérifier de manière renforcée le fonctionnement des filtres des unités de refusion UR1, UR2, UR3/4, et UR5.
Constats : Le document référencé NT/EC/TG/1710261 définit les vérifications à réaliser sur les filtres des unités de refusion en cas de pic de pollution. Ces mesures sont réalisées dès réception du mail d'alerte de niveau 3. Il s'agit de vérifier l'absence de défaut d'opacité sur la supervision des filtres et de contrôler la valeur d'opacité sur chaque filtre. Une valeur d'opacité inférieure à 30mg/Nm3 indique un fonctionnement correct du filtre. Si la valeur est supérieure, l'exploitant met en oeuvre des mesures correctives. Les mesures d'opacité sur les unités de refusion ont été réalisées le 13 février 2023 au soir. Les résultats indiquent des valeurs inférieures à 30mg/Nm3 pour les unités UR2, UR 3/4 et UR 5. La mesure sur UR1 donnant un résultat de 100mg/Nm3, une intervention visant à ouvrir les caissons filtrants et boucher les manches percées a été réalisée le 13 février 2023 à 20h. Suite à l'opération les mesures sur UR1 assurent, selon l'exploitant, une filtration correcte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Valeur limite d'émission en poussière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, Article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites dans les rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration. Les volumes de gaz étant rapportés : <ul style="list-style-type: none">• à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),• à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans les tableaux ci-dessous. [...] - Fours de fusion FD 1, 2, 3, 4, 5, 7 : Pour le paramètre poussières, la concentration maximale est fixée à 25mg/Nm3 pour un flux maximal de 1 kg/h. - Unité de refusion UR 1, 2, 3-4, 5 : Pour le paramètre poussières, la concentration maximale est fixée à 5mg/Nm3 pour un flux maximal de 0,5 kg/h.
Constats : L'inspection constate par lecture des derniers rapports de mesure de septembre 2022, réalisés par la société APAVE, que les concentrations en poussière mesurées au niveau des fours de fusion sont conformes aux prescriptions : FD1 => 6,72 mg/Nm3 FD2 => 5,35 mg/Nm3 FD3 => 8,45 mg/Nm3 FD4 => 1,59 mg/Nm3 FD5 => 12,92 mg/Nm3 FD7 => 6,11 mg/Nm3 Pour des flux inférieurs à 1kg/h. L'inspection constate par lecture des derniers rapports de mesure de juillet 2022, réalisés par la société APAVE, que les concentrations en poussière mesurées au niveau des unités de refusion sont conformes aux prescriptions : UR1 => 1,16 mg/Nm3 UR2 => 0,2 mg/Nm3 UR3/4 => 0 mg/Nm3 UR5 => 0 mg/Nm3
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet